

5 exemples, pourquoi le renforcement des Ecoles supérieures est important!

Il y a en Suisse tout juste 150 écoles supérieures dont les filières de formation sont contrôlées par le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI). Par année, 8500 personnes obtiennent un diplôme ES et 1400 autres poursuivent leur formation dans le cadre d'une filière postdiplôme ES. De même que les hautes écoles, les écoles supérieures font partie du degré tertiaire du système suisse de formation. Huit domaines sont représentés au sein de la Conférence suisse des écoles supérieures: technique, santé, économie, hôtellerie/restauration et tourisme, agriculture et économie forestière, social et formation des adultes, arts visuels/arts appliqués et design, trafic et transport.

Situation déconcertante

La majorité des tout juste 150 écoles supérieures en Suisse rencontrent régulièrement des problèmes en raison de leur statut juridique compliqué. Le fait que les écoles ne sont pas reconnues sur le plan fédéral rend la coopération difficile avec les hautes écoles suisses et étrangères. De surcroît, les personnes diplômées des ES font face à des préjugés lorsqu'elles présentent leur candidature à des hautes écoles ou entreprises à l'étranger ou encore à des entreprises en Suisse qui ont des activités internationales. Il est en outre difficile pour les étudiants venant d'autres pays d'obtenir une bourse chez eux pour fréquenter les écoles supérieures en Suisse. Et parfois même, les autorités suisses refusent de leur accorder un permis de séjour, parce qu'elles ne connaissent pas suffisamment bien le statut de leurs propres écoles supérieures.

1. Exemple: Tourisme

Etudiant russe n'obtient pas son autorisation de séjour

Ils organisent des excursions pour les touristes en Suisse, conseillent les clients des agents de voyages ou bien ils sont responsables du marketing d'une entière destination touristique. Grâce aux études à une école supérieure (ES) les diplômés sont qualifiés pour des tâches multiples et exigeantes. A cause du niveau de formation élevé les quatre écoles sont intéressantes également pour les étudiants à l'étranger. Et cela peut causer des problèmes.

Notre exemple l'été dernier à l'école supérieure de tourisme à Lausanne. Un jeune homme russe s'était inscrit pour la formation ES de tourisme et a été accepté selon son certificat de collège. Sa mère avait tout de suite versé les coûts semestriels. Au début du semestre l'étudiant ne venait pas au cours. Il informait l'école qu'il n'avait pas obtenu son autorisation de séjour. Le contrôle des habitants du canton de Vaud l'avait justifié du fait que l'école n'était pas reconnue par la Fédération.

L'exemple du jeune homme qui voulait étudier à Lausanne est toujours pendant. La mère du russe réclame les frais de CHF 7000. Elle déclare son point de vue: son fils ne s'aurait jamais inscrit, s'il avait su que l'école n'était pas reconnue par la Confédération. L'école supérieure de tourisme par contre ne se sent pas responsable de l'autorisation de séjour. „L'affaire est irritante pour les deux partis“, explique la directrice Mme Hanna Rychener. „Nous allons probablement perdre CHF 40 000 pour cet étudiant“. Les deux partis ont engagé leurs avocats. C'est probable que la dispute va être réglée en conciliation: Les deux partis vont payer la moitié de la somme. L'école devra payer les honoraires de l'avocat en plus.

2. Exemple: Technique

Les hautes écoles partenaires à l'étranger ont un grand besoin d'informations

Dans un cadre proche de la pratique professionnelle, l'école supérieure technique Mittelland (HFTM/ESTM) à Bienne forme les jeunes dans le génie mécanique et les systèmes industriels. Un des aspects particulièrement intéressants est la possibilité de clôturer la formation par un bachelor dans une école partenaire en Grande-Bretagne. En effet, au bout de deux ans d'études à plein temps, les plus doués parmi les étudiants peuvent fréquenter une summer school au Pays de Galles pour un cours intensif de quatre semaines principalement en mathématiques et connaissances techniques. La réussite de l'examen permet de fréquenter l'Université Wrexham pour y obtenir un Bachelor in Engineering au bout d'un an d'études. Cela prendrait beaucoup plus de temps en Suisse puisque les départements techniques des hautes écoles spécialisées insistent en général sur un cursus de trois ans, et ce bien que que les diplômées et diplômés des écoles supérieures aient déjà une grande partie des compétences exigées.

Mais ce qui compte au moins autant que le titre pour les étudiants, ce sont l'expérience d'étudier à l'étranger et les connaissances linguistiques, nous confie Daniel Sigron, vice-directeur de l'HFTM. Toutefois, il n'était pas très facile de mettre sur les rails la coopération avec la haute école en Grande-Bretagne. S'il est vrai que les filières de formation des écoles supérieures sont reconnues sur le plan fédéral, il n'en va pas de même pour les écoles. Par conséquent, les diplômes ES ne peuvent être décorés du drapeau suisse tandis que les documents d'accompagnement le peuvent. «Voilà qui est très troublant», estime D. Sigron et il se souvient «qu'en voyant les différents papiers, les collègues britanniques ont levé les yeux au ciel.» Un design uniforme et la confirmation que l'école bénéficie de la reconnaissance de la Confédération eussent été infiniment utiles.

3. Exemple: Economie

Obstacles injustifiés dans le degré tertiaire du système suisse de formation

Le jeune homme a déjà étudié trois ans à l'école supérieure assurance (ESA) de Zurich. Le néo-diplômé en économie d'assurance souhaitait s'inscrire ensuite dans une haute école spécialisée pour y obtenir un bachelor of business administration. Etant donné qu'il disposait déjà de compétences approfondies en économie d'entreprise, il avait demandé à commencer directement au 2^e semestre. Le recteur de la HES n'a pas donné son accord, arguant du fait qu'un diplôme ES n'est pas un titre fédéral. La Confédération contrôle certes les filières de formation des écoles supérieures, mais les diplômés ne peuvent ni être munis du logo suisse officiel ni de la mention «fédéral». «Cela entraîne régulièrement des demandes d'explications et des obstacles injustifiés», nous dit Claudia Zürcher, directrice de l'AKAD Business AG, à laquelle appartient également l'ESA.

Les diplômées et diplômés des écoles supérieures doivent fréquemment commencer au 1^{er} semestre s'ils veulent continuer leurs études dans une HES, alors qu'ils ont déjà une grande partie des compétences exigées. Mme Zürcher comprend bien que les hautes écoles spécialisées doivent examiner à fond les connaissances préalables et exiger que des lacunes en mathématique et physique soient compensées dans des offres-passerelles. «Mais s'obstiner à brandir l'argument des titres qui ne sont pas reconnus par la Confédération reste incompréhensible», dit Claudia Zürcher. «Nous ne nous sentons pas considérés sur le même pied.»

4. Exemple: Santé

Des institutions à l'étranger refusent toute collaboration - L'absence de reconnaissance complique les expériences à l'étranger

Les expériences dans des hôpitaux et des écoles à l'étranger sont extrêmement enrichissantes pour les futurs professionnels de la santé. Le Berner Bildungszentrum Pflege (BZ) avec des sites à Berne et Thounne cultive des partenariats avec de nombreuses institutions du domaine des soins sises dans divers pays et pratique des échanges d'étudiants avec elles. Nouer de nouveaux contacts est toutefois assorti de procédures longues et pénibles, nous dit Petra Bourkia, cheffe du service Affaires internationales et diversité. Son expérience lui a montré que «les responsables à l'étranger veulent voir des diplômes reconnus au niveau national». Les titres cantonaux sont en général considérés comme étant du degré secondaire.

Il est difficile de faire passer le message que seules les filières de formation sont reconnues en Suisse, mais pas l'école en tant que telle, nous dit la responsable du service. Elle invite les responsables à Berne pour leur expliquer sur place la formation en soins et le système suisse de formation. «C'est une charge considérable», ajoute Mme Bourkia. Néanmoins, elle comprend bien que les partenaires potentiels veillent y voir de tout près. Elle aussi elle vérifie à fond la qualité des institutions étrangères avant de se lancer dans un nouveau partenariat.

En dépit des grands efforts déployés, divers instituts en Grande-Bretagne, Scandinavie et d'autres pays européens ont refusé un partenariat. Ce qui est bien dommage, car justement les systèmes de santé britanniques et scandinaves sont très demandés en raison de leurs approches innovantes, estime Petra Bourkia. «Le système de santé suisse ne peut que profiter des expériences réalisées à l'étranger par les futurs professionnels de la santé lorsqu'ils rentrent en Suisse.»

5. Exemple: Sociale

Manque de transparence dans la jungle des diplômes

L'école supérieure Agogis avec cinq sites en Suisse alémanique forme chaque année plus de 300 personnes dans des professions sociales. Pendant trois ans, elles acquièrent les connaissances nécessaires pour leurs activités professionnelles exigeantes. Ces études sont clôturées par titre d'éducateur social diplômé ES/éducatrice sociale diplômée ES ou éducateur de l'enfance diplômé ES/éducatrice de l'enfance diplômée ES. Pourtant de nombreux employeurs ne seraient pas en mesure de classer correctement la valeur de ce titre, nous dit M. Stefan Osbahr, directeur d'Agogis. «De nouveaux titres ne cessent de surgir sur le marché», ce qui rend la situation de plus en plus confuse pour les entreprises, tel est le constat de M. Osbahr.

Les diplômées et diplômés d'Agogis seraient désavantagés lorsqu'ils se présentent pour un emploi, parce que leur diplôme n'est pas muni d'une signature officielle de la Confédération. «Cela ne favorise pas la confiance. De plus, la dénomination «école supérieure» n'est pas protégée. «Tout le monde peut coller une affiche dans le tram et propose n'importe quelle formation sous le nom d'école supérieure», critique M. Osbahr. Ce problème ne concerne pas seulement le domaine Social. Il y a eu par le passé des institutions qui se prétendaient école supérieure et offraient des cours douteux dans le domaine des médecines alternatives ou des activités créatives.

De gauche à droite, le monde politique présente la même exigence

Les écoles supérieures veulent que ces obstacles soient enfin supprimés et que le monde politique les soutient. En mars, Mme Anita Fetz, conseillère aux Etats bâloise PS, a déposé avec huit co-signataires une motion qui exige les quatre éléments suivants: possibilité pour les écoles supérieures d'obtenir une reconnaissance institutionnelle; parallèlement, la reconnaissance fédérale des filières de formation et des études post-diplômes doit être maintenue. La protection de la dénomination «Ecole supérieure» (ES) doit garantir qu'elle est strictement réservée aux écoles proposant au moins une filière de formation reconnue par la Confédération. De plus, les diplômes ES devront être signés par la Confédération et munis du logo de la Confédération. La commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national (CSEC-N) appuie elle aussi la demande de renforcer les écoles supérieures; d'ailleurs, sa motion a été acceptée sans voix contraire le 25 mai. Enfin, le 6 juin, le Conseil des Etats a soutenu la motion Fetz par 31 voix contre 6 voix contraires.

Anita Fetz présente les arguments suivants pour étayer sa motion: «Les écoles supérieures (ES) forment des spécialistes hautement qualifiés et contribuent ainsi directement au dynamisme de notre système de formation». Les diplômées et les diplômés sont très demandés par le monde économique. «Or une reconnaissance institutionnelle est souvent attendue à l'échelle internationale». Voilà pourquoi la dénomination «école supérieure» doit bénéficier de la même protection que les dénominations «université» ou «haute école spécialisée».

Le monde économique doit continuer à avoir voix au chapitre

La présidente de la Conférence suisse des écoles supérieures, Mme Franziska Lang-Schmid, salue ces motions. «Les écoles supérieures continuent de souffrir de discrimination inutile dans la concurrence internationale». Elle souligne toutefois qu'il est exclu de s'octroyer le statut de haute école spécialisée. Le but n'est pas non plus d'élaborer de manière autonome des offres de formation à tout va. A l'avenir également, les besoins en filières de formation seront identifiés en étroite coopération avec le monde économique. Les plans d'études cadres qui définissent l'image de la profession et les compétences opérationnelles continueront d'être développés conjointement avec les organisations du monde du travail et les écoles, précise Mme Lang-Schmid. «Nous voulons seulement diminuer les problèmes auxquels nos écoles sont confrontées quotidiennement».

Zurich, le 30 juin 2018